

Bureau de l'environnement

La Roche-sur-Yon, le **- 5 DEC. 2025**

Dossier suivi par : Hélène FRELIN
Tél. : 02.51.36.70.07
Mél : helene.frelin@vendee.gouv.fr

Références à rappeler : HF 2023/1246
Dossier n°88/0010

Madame la Présidente,

Par courrier du 13 décembre 2024, en réponse à ma demande du 8 juillet 2024, vous m'avez adressé un dossier (rapport GES n° 219161 de décembre 2024) comportant :

- une présentation de votre plan d'actions pour la mise en conformité des émissions de poussières de vos 4 tours de séchage du lait vis-à-vis des valeurs-limites fixées par la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission Européenne du 12 novembre 2019 relative aux meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière ;
- un dossier de ré-examen au titre de la directive dite IED (rapport GES n° 187451 de novembre 2022) en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;
- un rapport d'étude « interprétation de l'état des milieux et évaluation des risques sanitaires liés aux rejets de poussières par les tours de séchage » (rapport GES n° 219161 de décembre 2024).

En outre, un rapport de base (rapport GES n° 187471 d'avril 2023) a été remis par courriel du 28 avril 2023, conformément au I.3° de l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

Madame la présidente de la SAS LAITERIE DE MONTAIGU
lieu-dit "le Planty"
85600 MONTAIGU-VENDEE

Sur proposition de l'inspection des installations classées, je considère que l'instruction de ces éléments est désormais clôturée. Au vu de cette instruction, je vous informe :

- de l'absence de nécessité d'actualiser, à ce stade, les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur, les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation s'appliquant de plein droit depuis le 4 décembre 2023 aux installations que vous exploitez à Montaigu-Vendée ;
- de l'intégration des stockages de matières premières (cuves de lait) à votre périmètre IED ainsi que le spécifie le guide ministériel pour la simplification du réexamen de décembre 2020. En effet, s'ils ne génèrent pas d'émission en fonctionnement normal, ils sont susceptibles d'engendrer une pollution organique des eaux en cas de déversement ou d'accident. Ils sont par ailleurs connexes aux activités visées aux rubriques 3642 et 3643 ;
- prendre note qu'au vu des derniers résultats des rejets en poussières des tours de séchage 4 et 6 portés à la connaissance des services de l'État au travers de la déclaration « GEREP » portant sur l'année 2024, ces rejets respectent la valeur-limite qui leur est applicable depuis le 04/12/2023 (20 mg/Nm3) ;
- prendre acte de votre engagement à mettre en conformité les rejets en poussières des tours 3 et 5 avec la valeur-limite qui leur est applicable depuis le 04/12/2023 (10 mg/Nm3), le délai de mise en conformité étant susceptible d'être encadré conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en fonction des constats qui pourront être effectués à l'occasion d'un prochain contrôle par l'inspection des installations classées.

Je relève enfin, que selon votre engagement pris dans le dossier de ré-examen au titre de la directive dite IED, vous avez, depuis le 4 décembre 2023 :

- mis en place une surveillance quotidienne de ses rejets aqueux pour l'azote global et le phosphore total, et mensuelle pour les chlorures ;
- mis en place une surveillance annuelle des émissions de poussières des 4 tours de séchage ;
- remplacé les fluides frigorigènes R22 et R404A par des *fluides dont le potentiel d'appauvrissement est nul et le potentiel de réchauffement global inférieur à 2500.*

Je vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général de la Préfecture
de la Vendée

Nicolas REGNY